

**Séance ordinaire du
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Christophe COUR, Mustapha MAJDOUL.

**Bureau d'accueil des tournages
Bilan 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Constatant la multiplication des demandes et conscients des enjeux économiques, culturels et d'image de l'accueil des tournages, la Ville de Montpellier a posé les jalons d'une politique attractive d'accueil en créant un Bureau d'Accueil des Tournages.

Interlocuteur unique pour les préparations et pendant les tournages, ce bureau a pour vocation de coordonner les démarches administratives des productions et porteurs de projets audiovisuels en lien avec tous les services municipaux impliqués (domaine public, voirie, éclairage public, police municipale ...), d'accompagner les repérages et l'accueil des castings, de s'assurer du bon déroulement des tournages en minimisant les nuisances auprès des riverains et commerçants. Il organise également des visites de tournage et assure un suivi au moment de la diffusion (avant-première, Communiqué de Presse ...).

Les retombées de ce dispositif sont aujourd'hui visibles dans l'évolution du nombre de projets accompagnés et du nombre de jours de tournage accueillis sur le territoire, tous genres confondus: courts, moyens et long métrages de fiction, séries télé, documentaires, reportages ou émissions TV, films institutionnels, publicités ou shooting photos, vidéos d'artistes ou clips ainsi que projets de web (série, reportages ...).

Depuis sa création, le Bureau d'Accueil des tournages a accompagné sur le territoire de la ville :

- 24 projets en 2010, pour 90 jours de tournage
- 55 en 2011, pour 220 jours de tournage (série *Antigone 34*)
- 53 en 2012, pour 168 jours de tournage (série *Ligne de Vie*)
- 78 en 2013, pour 150 jours de tournage
- 63 en 2014, pour 140 jours de tournage
- 83 en 2015, pour 182 jours de tournage (téléfilms *Capitaine Marleau* et *Promesse du feu*)
- 89 en 2016, pour 224 jours de tournage (série *Tandem* et long métrage *Luna*)
- 110 en 2017, pour 210 jours de tournage, chiffres arrêtés au 1^{er} décembre 2017 (série *Tandem* et long métrage *Le Poulain*)

Cette montée en charge d'activité s'explique de plusieurs façons :

- Le bureau d'Accueil est repéré par les professionnels, ce qui permet à la ville de maîtriser et minimiser les nuisances possibles sur l'espace public et vérifier l'engagement du respect de la production vis-à-vis des habitants, riverains et commerçants ;
- le tissu professionnel de l'image est de plus en plus important sur le territoire (écoles, productions, studios ...) ;
- la ville présente une diversité et une richesse de décors qu'elle a valorisé au fil des projets accueillis.

L'évaluation des retombées pour le territoire est un enjeu majeur, dont l'analyse reste différente selon la typologie des projets accueillis avec des retombées diverses : elles s'estiment en termes d'emploi (techniciens, ouvriers, comédiens), d'économie directe (hébergement, repas ...) et indirecte (prestataires ...) mais également en terme de visibilité (image du territoire, richesse et valorisation patrimoniale ...) ou d'enjeux culturels (lien social, débats citoyens ...).

En outre, on peut noter de manière particulière depuis 2 ans, la préparation d'un feuilleton quotidien porté par le groupe France Télévision, projet d'envergure comportant 235 épisodes de 26 minutes dont le tournage débutera en 2018. Véritable vitrine de la Ville, la première saison comptabilisera plus de 100 heures de programme.

Néanmoins, le développement de ces tournages doit s'inscrire dans le cadre réglementaire applicable aux occupations du domaine public, notamment sur deux points :

- **L'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques** précise que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance tenant compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation.

Malgré ces dispositions, très peu de collectivités appliquent aujourd'hui une telle redevance, susceptible de freiner le développement des tournages alors même que ceux-ci génèrent tout à la fois une valorisation de l'image du territoire (notamment par la présence de la Ville et de son logo aux génériques) ainsi que de nombreuses retombées économiques directes et indirectes (emplois, hôtellerie, restauration, prestataires de services...)

A titre d'exemple et selon les producteurs, sur un budget de 6,3 millions d'euros, la série *Antigone 34*, tournée en 2011, a dépensé localement 1,4 millions dont 650 000 euros pour les techniciens et comédiens, et 750 000 pour l'économie locale (hôtellerie, prestataires de services...). Quant à la série *Tandem*, les dépenses cumulées localement pour le tournage de 12 épisodes représentent 3,5 millions dont la moitié en personnel et interprétation.

Au vu de ces éléments, **il est donc proposé de ne pas appliquer de tarif de redevance supplémentaire à ces occupations du domaine public, au vu des retombées positives pour l'image et l'économie de la Ville.**

- L'accueil des tournages sur le domaine public doit également être confronté à une évolution réglementaire récente. En effet, **en application de l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques**, toute autorisation d'occuper le domaine public en vue d'une exploitation économique délivrée à compter du 1^{er} juillet 2017 doit être précédée d'une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Le même texte précise que lorsque la délivrance de l'autorisation intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

L'accueil des tournages sur le territoire intervient sur sollicitation des porteurs de projets audiovisuels. Les conditions de ces tournages, très variées en termes de projets, de périodes et de sites concernés rend impossible l'organisation, pour chaque tournage, d'une publicité permettant l'expression d'une manifestation d'intérêt concurrente.

Dès lors, **il est plutôt proposé d'organiser de manière globale et sur une périodicité semestrielle, une publicité sur des supports adaptés faisant état de la politique d'accueil des tournages sur le territoire montpelliérain.** Cette publicité assurera un niveau d'information homogène auprès des acteurs du secteur et leur permettra de manifester leur intérêt dans des conditions de portage de projet et de planification plus rationnelles que si l'on procédait à une publicité à l'occasion de chaque projet de tournage.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver que les occupations du domaine public (espace public et locaux) soient consenties à titre gratuit pour l'accueil des tournages, en raison des retombées en matière de communication au bénéfice de la Ville (valorisation du territoire, présence de la Ville au générique...) et les retombées profitant à son économie locale (emploi, hôtellerie, restauration, prestations de services...) ;

- D'approuver l'organisation sur des supports adaptés (plaquette, Montpellier Notre Ville ...) d'une publicité semestrielle concernant l'accueil des tournages sur le domaine public afin de permettre les manifestations d'intérêts concurrentes des porteurs de projets audiovisuels ;
- D'autoriser Monsieur le maire, ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 2 février 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180201-24687-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/18
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.